

Hiroko AMEMIYA

Mail : hiroko.amemiya@gmail.com

Comment vivre après Fukushima : témoignage de deux paysans japonais sinistrés.

L'accident de la centrale de Fukushima nous a dévoilé les risques encourus par une société moderne de consommation excessive. La quête incessante d'un plus grand bien être matériel ne pouvait qu'aboutir, tôt ou tard, à un tel accomplissement tragique. Le Japon poursuivait la croissance économique tout comme les Etats-Unis et la France, mais un pays qui a connu les conséquences de l'explosion des bombes atomiques à Hiroshima et à Nagasaki aurait dû percevoir suffisamment les dangers et ne pas s'adonner à cultiver l'énergie nucléaire pour nourrir sa productivité industrielle.

Le peuple jouissait et jouit quotidiennement du confort offert par l'électricité. Qui pensait, en en bénéficiant, à son origine nucléaire et aux centrales construites à l'abri de nos regards ? Depuis le traité de San Francisco en 1952, le Japon avait classé dans un coin de sa mémoire les leçons de l'histoire pour se lancer dans la croissance sans limite grâce à « l'utilisation à des fins pacifiques de l'énergie atomique ».

Or, la catastrophe du 11 mars nous a brusquement réveillés. Le peuple s'est enfin rendu compte de la folie d'avoir construit 54 centrales sur le sol d'un pays si souvent secoué par des séismes. Les vieux réacteurs de Fukushima ont explosé l'un après l'autre faute de vigilance. Fukushima n'est pas une catastrophe naturelle mais une catastrophe humaine. L'accident nous a mis devant le fait qu'une catastrophe nucléaire pouvait anéantir du jour au lendemain tout ce qui nous était cher. Depuis Fukushima, le peuple Japonais est en deuil, replié sur lui-même. L'inquiétude le ronge avec un profond regret pour son impuissance face à une catastrophe nucléaire si désastreuse.

Fukushima a enlevé le droit de vivre, le droit de vivre des habitants des alentours ainsi que celui de tous les vivants sur la terre. L'erreur du Japon est universelle. L'énergie atomique n'est pas compatible avec notre vie humaine. Aucun pays, aucune vie sur la planète n'est à l'abri des menaces que fait peser sur chacune la manipulation humaine de la radioactivité.

Le drame du Japon l'a emmené dans une impasse. Deux mois après le début de la catastrophe, des milliers de personnes sont encore dans des centres de refuge. Ils ne savent pas où aller ni comment vivre à l'avenir. Pire est la situation objective de ceux qui sont restés dans leurs villages hautement radioactifs. Pire encore la situation des paysans qui travaillent dans les champs contaminés. Bien extrêmement pire la situation de jeunes écoliers, collégiens dont les établissements se trouvent dans la zone hautement radioactive.

Le gouvernement laisse les habitants de Fukushima dans leurs souffrances pour éviter que l'ampleur du désastre soit révélée et prenne une envergure incontrôlable. Les informations complètes sur les taux de radioactivité des zones touchées n'ont pas été publiées jusqu'à ces derniers jours et la firme Tepco exerce encore son emprise sur bien des pouvoirs et des médias dont la survie dépend de l'énergie nucléaire.

Écoutons les témoignages de Toshihide KAMEDA et de Shinpei MURAKAMI. Ce sont tous les deux des fermiers installés sur des terres qui sont dans une zone déclarée zone d'évacuation. Ils ont décidé de venir en France à l'initiative de Hiroko AMEMIYA qui leur a proposé de rencontrer des agriculteurs en particulier en Bretagne où elle travaillait et a lancé un appel en Mars. Le projet prévoit la création de nouvelles communautés d'échanges aussi bien au Japon dans les régions non sinistrées qu'en Bretagne. Les paysans qui doivent se délocaliser pourront ainsi reconstruire leur vie entourés de fermiers et de citoyens sans frontières. Ces communautés ou ces fermes d'échange promouvront une agriculture saine et des relations humaines qui sont au cœur du système Teikei et qui ont été développées dans les AMAP.

Toshihide KAMEDA et de Shinpei MURAKAMI ont dû quitter leurs fermes à cause des centrales de Fukushima. Ce sont des personnes clés qui peuvent convaincre les autres paysans de Fukushima de quitter leur territoire et venir se joindre au projet de construire ensemble, par leur action et par des coopérations de nouvelles communautés. Le projet de Hiroko a rencontré au démarrage cette difficulté pour les paysans sinistrés de prendre conscience des caractéristiques de la radioactivité subie sans signe apparent et sans

douleur ressentie. Ils savent qu'ils risquent leur vie et celle de leur famille pour les années qui viennent mais il y a un blocage psychologique et émotif qui empêche d'écouter la voix de la raison. Un projet d'une ferme d'échanges a donc un rôle plus psychologique que seulement celui d'un lieu d'accueil des paysans sinistrés. C'est une ouverture qui permet de s'arracher au quotidien et c'est une sensation d'appel d'amitié de voir qu'un soutien puisse venir de façon solidaire. C'est urgent avant que le blocage ne pousse certains au suicide ce que certains paysans ont déjà commis.

Les paysans sans terre ne peuvent pas survivre mais en cultivant de la terre contaminée que peuvent-ils en tirer ? Pourvu que d'autres terres soient accueillantes, au Japon et ailleurs, en particulier pour les paysans sinistrés de Fukushima.

Toshihide KAMEDA, 63 ans, père de trois enfants, était installé à Minami Soma et a dû quitter sa ferme: il est depuis 2004 président de la confédération des paysans de Fukushima (Nôminren, affiliée à Via campesina) qu'il a cofondé il y a 20 ans. La famille de sa petite sœur a été sinistrée par le tsunami. Avec eux, ils sont onze qui doivent reconstruire leur vie dans un nouveau lieu.

Shinpei MURAKAMI, 52 ans, père de trois enfants, était installé à Iitate depuis 9 ans. Iitate est connu pour ses initiatives écologiques. Il a déjà évacué avec sa famille dans le "sud" du Japon grâce à la coopérative Ainô, (dont il avait été l'élève du Lycée agricole) il est un pratiquant de la méthode de d'agriculture naturelle et l'a diffusée pendant plusieurs années en Thaïlande où il était coopérant.

* Le projet a été présenté à la Fondation de France (Martin Spitz) et porté par des associations (type 1901) au Japon avec le soutien général d'Agro sans frontières (Bernard Jouan). Le soutien du CRCJR (Centre de recherche de la culture japonaise de Rennes) a permis de programmer la visite en France des deux paysans japonais avant la mise en place du projet actuel.

Une aide peut être apportée à ce projet en faisant un versement à l'ordre du CRCJR :
CCP Rennes n° 05 620 70 T 034 88

Hiroko Amemiya a dirigé l'ouvrage : *Du teikei aux Amap – le renouveau de la vente directe de produits locaux*, PUR Rennes 2011. Elle vit au Japon depuis 2008 et travaille à l'Institut français de recherche sur le Japon contemporain (UMIFRE CNRS MAEE n°19) de Tokyo (Maison franco japonaise).

